

DEUX ANS DE CONFLIT AU YÉMEN

Les réfugiés perdus de la guerre au Yémen

A Djibouti, les exilés n'échappent pas aux luttes d'influence régionales à l'origine du conflit ouvert début 2015

REPORTAGE

OBOCK (DJIBOUTI) - envoyées spéciales

Des tentes poussiéreuses. Des gamins dépenaillés. De l'ennui. Le camp de Markazi, à quelques kilomètres d'Obock, sur la côte djiboutienne, accueille depuis deux ans les réfugiés de la guerre du Yémen. Près de 1 500 personnes y vivent aujourd'hui, sur les 4 000 qu'a reçus le pays. Géré par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et l'Office national d'assistance aux réfugiés et sinistrés (Onars), ce camp situé en plein désert baigne dans une drôle d'atmosphère. Derrière les sacs d'aide humanitaire et les tracas quotidiens, des luttes d'influence politiques et idéologiques à l'échelle régionale semblent se jouer.

Les cheveux pris dans un hidjab rouge vif, les yeux légèrement maquillés, une Yéménite est assise sous une tente du camp. « Djibouti est pauvre. Comment peut-on rester dans un pays qui est lui-même dans le besoin ? Ils vont manger et nous donner les restes », se désole-t-elle.

L'arrivée des réfugiés du Yémen a permis à Obock de se développer. Ce petit port de pêche a l'un des plus forts taux de chômage du pays, quand la moyenne nationale frôle déjà les 60 %. « La décision d'installer le camp ici répond à la volonté de créer des emplois et de développer la région », explique-t-on au bureau local du HCR. La ville s'est en effet transformée : quand on quitte le centre, la route asphaltée qui mène à Markazi est bordée de maisons neuves ou en chantier.

« Avant, il n'y avait rien. Les gens s'ennuyaient, dit une réfugiée. Quand on est arrivés, ils se sont dit : des Arabes, du fouse ! » On est la poule aux œufs d'or », résume Naïma [son prénom a été modifié]. « Les réfugiés yéménites, c'est comme du pétrole », ironise sa fille, universitaire, sous les regards approbateurs du reste de la famille, originaire d'Aden.

Tous se sentent prisonniers de Markazi. Ils sont soumis aux décisions d'autorités corrompues qui, affirmant plusieurs d'entre eux, détourneraient une partie de l'aide destinée au camp. « Cela ne me surprendrait pas », affirme un diplomate. Au classement 2016 de l'ONG Transparency International, qui évalue la perception de la corruption à travers le monde, Djibouti est arrivé 123 sur 176.

Comme tous les réfugiés interrogés, Naïma et sa famille réclament leur « réinstallation ». Mais pour le moment, aucun autre Etat que Djibouti n'a décidé d'ouvrir ses portes. Certains se plaignent par ailleurs d'être parfois qualifiés de « déplacés internes » par certaines autorités, comme le préfet d'Obock. Cette expression est utilisée sur des bulletins scolaires de lycéens de Markazi, que *Le Monde*



Une fillette devant son école détruite, à Taëz, dans le sud-ouest du Yémen, le 16 mars. AHMAD AL-BASHA/AFP

a pu consulter. « Ils veulent nous faire passer pour des déplacés parce qu'ils veulent qu'on reste ici », tranche Omar, un habitant du camp [son prénom a également été modifié]. Son « ils » vise l'Arabie saoudite, qui a des liens étroits avec les autorités djiboutiennes.

L'Arabie saoudite est « la grande sœur, le principal soutien et l'état pilier sur lequel s'adosse Djibouti », selon les termes du quotidien officiel djiboutien *La Nation*. Fin 2015, la petite république a en effet rompu ses relations diplomatiques avec l'Iran afin de satisfaire le royaume, qui devrait prochainement implanter une base militaire chez elle. Riyad est l'un de ses principaux partenaires économiques, et, dans les rues de la capitale, nombreux sont les équipements portant la mention « don de l'Arabie saoudite ».

Dons saoudiens et qatari

Les Saoudiens, à la tête de la coalition qui bombarde le Yémen, s'investissent à Markazi. « Ils nous bombardent là-bas, ils nous aident ici. Je n'y comprends rien », marmonne un réfugié. L'une des deux cliniques du camp a en effet été financée par le Centre Roi-Salman pour l'aide humanitaire. Non loin de là, un panneau annonce que la même organisation s'apprete à construire « un complexe résidentiel, une mosquée et une école ».

« Ce sont les Saoudiens qui nous ont mis ici », explique un réfugié, faisant référence aux bombardements de la coalition arabe qui l'a forcé à l'exil. « Et maintenant, ils veulent qu'on y reste », ajoute-t-il. « C'est sûr que l'Arabie saoudite surveille ces réfugiés comme le lait sur le feu », confie un diplomate occidental. Une façon aussi de pouvoir s'acheter une conscience, alors que les bombardements conti-

pour les autorités djiboutiennes, de profiter de l'aide humanitaire.

Les dons saoudiens ne passent pas par le HCR. « Les pays du Golfe donnent au gouvernement djiboutien », explique Amira Abdelkhalik, chargée de la communication du Haut-Commissariat à Djibouti. Une pratique légale mais qui rend difficile toute coordination de l'aide. Et l'impossibilité de toute traçabilité et transparence : « Nous ne pouvons pas leur demander des comptes. » Elle dit ne pas connaître le montant de ces dons.

Sous couvert d'aide culturelle et humanitaire, l'Arabie saoudite, officiellement championne de la lutte antiterroriste et alliée des Etats-Unis, est régulièrement soupçonnée de chercher à répandre le wahhabisme, un courant ultrarigorisiste de l'islam en vigueur chez elle. Voir de financer des groupes liés au terrorisme. Quelques-uns évoquent ainsi la présence de sympathisants d'Al-Qaïda à Markazi. L'ancien imam du camp, démis de ses fonctions et arrêté il y a peu, aurait notamment exprimé des idées radicales. « Plusieurs personnes possiblement liées » au réseau terroriste ont été « repérées », explique le diplomate. « Nous, on ne se mêle pas de ces choses-là, c'est politique », se borne à répondre Amira Abdelkhalik.

Le Qatar est également présent à Markazi. L'association caritative Al-Rahma est basée au Koweït mais ses activités dans le camp sont financées par Doha, explique Hamdi Ragab, son directeur local. Dans son bureau spacieux et climatisé, cet Égyptien fait défiler sur son ordinateur des photos de la distribution d'agneaux dans le camp le jour de l'Aïd. Il énumère fièrement les actions de la fondation : installation d'un groupe électrogène et de grillages, distribution de repas chauds les premiers mois...

Al-Rahma est aussi présente depuis plusieurs années à Obock, avec un vaste complexe abritant un orphelinat, un centre de formation, une mosquée et un hôpital. Et une école primaire, que les enfants réfugiés de Markazi ont fréquentée un temps. « Al-Rahma utilisait nos enfants pour donner une bonne image des pays du Golfe, et demander des subventions », rale un pere de famille, toujours sous couvert d'anonymat. Mais ce n'était pas le seul problème.

Des parents se sont inquiétés d'une présence trop grande de la religion dans l'enseignement qui y est dispensé. « Ils voulaient imposer des idées wahhabites », lâche un autre habitant du camp. « Les réfugiés trouvaient que le programme

« Les Saoudiens nous bombardent là-bas, ils nous aident ici. Je n'y comprends rien », marmonne un réfugié du camp de Markazi

était trop idéologique et pas assez scientifique », résume-t-on au bureau du HCR d'Obock. En septembre 2016, la rupture est consommée entre la plupart des habitants de Markazi et l'organisation. De nombreux réfugiés retirent leurs enfants de l'école et exigent de pouvoir assurer eux-mêmes, dans le camp, l'éducation primaire. Les autorités finissent par accepter. Plusieurs tentes abritent désormais l'école de fortune du camp, dans laquelle des gosses sereux étudient dans la pénombre, sans électricité et peu de matériel.

Le directeur d'Al-Rahma, Hamdi Ragab, affirme que si les enfants ont quitté son école, c'est parce que les Yéménites « veulent absolument aller en Europe ». Il est détesté par de nombreux réfugiés, qui l'accusent notamment de « s'en mettre plein les poches » en détournant une bonne partie de l'aide destinée au camp.

L'école reste, encore aujourd'hui, un sujet sensible. Ali Al-Antari, directeur de l'établissement du camp et meneur de la fronde contre Al-Rahma, est le seul réfugié à demander à être nommé. Durant les cinq jours qu'a duré notre visite pour *Le Monde*, il a été arrêté deux fois. « Il a des problèmes avec tout le monde, l'Onars, le gouvernement djiboutien, l'Arabie saoudite », con-

qui sera lui aussi arrêté le lendemain de notre entretien.

Le 5 mars au matin, M. Antari a été transféré de force au camp de Holhol, dans le sud du pays, qui n'accueille aucun Yéménite. A l'Office national d'assistance aux réfugiés et sinistrés – un établissement sous tutelle du ministère de l'intérieur djiboutien –, le coordinateur de projets, Hussein Mohammed Chardi, explique qu'ainsi, « la qualité du camp de Markazi ne sera plus touchée ». « Monsieur Antari est un militant », lâche de son côté le secrétaire exécutif de l'Onars, Hussein Hassan Darar.

Des espions partout

Une sorte d'omerta, voire de peur, plane sur le camp de Markazi. Il y a des espions partout, déclare la grande majorité des réfugiés interrogés. Et après les arrestations, nombre d'entre eux refusent de s'exprimer. Quant au HCR, « il ne peut pas faire grand-chose », lâche un réfugié. « L'ancien chef du HCR à Obock était le seul à nous aider. Il a eu des problèmes avec les Saoudiens, avec les autorités djiboutiennes, avec Al-Rahma... Ils ont tous voulu le faire taire. » « Je ne peux pas vous dire si c'est politique ou pas », déclare à ce sujet Amira Abdelkhalik, avant de préciser que « sa mission [est] finie ».

Difficile de faire la part des choses entre thèses complottistes et soupçons légitimes. Une partie serrée se joue derrière les grilles de Markazi. Pendant ce temps, les réfugiés désespèrent de voir leur sort s'améliorer. Certains sont retournés au Yémen malgré la guerre. D'autres confient penser au suicide. Ils ont désormais besoin d'une autorisation préfectorale pour sortir d'Obock. Une mesure qui renforce le sentiment d'être enfermé. ■

La plupart des Yéménites réclament leur « réinstallation » dans un autre pays. Mais pour le moment, Djibouti est le seul à avoir

Un territoire en première ligne

Djibouti, pays pauvre de la Corne de l'Afrique de 900 000 habitants, accueille des réfugiés depuis son indépendance de la France, en 1977. Toutes nationalités confondues, il en compte actuellement 25 000. Après l'Éthiopie, la Somalie et l'Érythrée, la dernière vague migratoire vient du Yémen. « Quand la crise a commencé, beaucoup de pays n'ont pas accepté d'accueillir des réfugiés », explique Amira Abdelkhalik, chargée de la communication du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Djibouti. De surcroît, les « réinstallations », qui consistent, selon la définition du HCR, à « transférer des réfugiés d'un pays d'asile dans

L'intervention saoudienne contre les rebelles s'est enlisée

Soutien de l'Arabie saoudite engagée contre les houthistes, les Etats-Unis ont par ailleurs décidé d'intensifier leur lutte contre d'Al-Qaïda

En entrant en guerre au Yémen, dans la nuit du 25 au 26 mars 2015 à la tête d'une coalition de pays arabes sunnites, l'Arabie saoudite avait voulu endiguer l'influence de son rival régional, l'Iran chiite, soutien de la rébellion houthiste qui s'était emparée de l'essentiel du pays en quelques mois. Deux ans plus tard, Riyad paraît avoir contenu la menace iranienne: Téhéran inspire politiquement les rebelles, mais les indices de sa présence sur le terrain sont maigres.

Cependant, le royaume s'est enlisé dans une guerre coûteuse qu'il ne paraît pouvoir ni gagner, ni finir. L'Etat yéménite s'est décomposé et les rebelles poursuivent leurs tirs de missiles sur le territoire saoudien. Les principales lignes de front n'ont pas été déplacées depuis plus d'un an.

Dans le nord, la guerre sans fin de Riyad Dans une nouvelle tentative de faire bouger ces lignes, des combattants anti-houthistes, cornaqués par des soldats émiratis et appuyés par des soldats soudanais, ont repris le port de Moka, au bord de la mer Rouge, en février, et ont progressé avec peine d'une vingtaine de kilomètres vers le nord. L'objectif proclamé par le gouvernement yéménite légitime est le principal port aux mains des rebelles, Hodeïda, puis la capitale, Sanaa, 150 kilomètres à l'est.

La coalition a paru attendre, depuis un mois, un soutien de la nouvelle administration américaine de Donald Trump. Les Etats-Unis fournissent un soutien logistique et de renseignement aux bombardements de la coalition depuis 2015. Des discussions ont pu avoir lieu avec des responsables militaires américains, afin que la flotte américaine renforce sa présence en mer Rouge, pour faciliter un assaut de la coalition sur Hodeïda, relève Stephen Seche, ancien ambassadeur américain au Yémen. Mais rien ne vient.



La prise d'Hodeïda risque bien de signifier sa destruction. «*Et après? Si Sanaa tombe, qui la contrôlera? Il n'y a plus de gouvernement, plus d'armée. Les Saoudiens savent qu'ils n'ont pas d'autre option qu'une négociation politique*», estime Mustapha Noman, ancien vice-ministre des affaires étrangères yéménite.

Des négociations, placées sous l'égide des Nations unies, entre le gouvernement, les houthistes et leurs alliés fidèles à l'ex-président Ali Abdallah Saleh, sont au point mort. Les houthistes ont refusé un accord en août 2016, qui leur était favorable et qui aurait permis à l'Arabie saoudite de «*sauver la face*», selon un diplomate de la région: les houthistes auraient quitté le centre de Sanaa tout en demeurant dans sa périphérie, n'abandonnant qu'une partie de leurs armes, avant la formation d'un gouvernement de transition. L'Arabie saoudite, elle, a repoussé fin 2016 un accord similaire défendu en fin de mandat par le président Obama.

Dans le sud, Washington relance ses frappes contre AQPA La nouvelle administration américaine a intensifié son engagement au Yémen sur un autre

front, au sud. Un raid a été mené au sol contre Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA), filiale yéménite de l'organisation, par des soldats d'élite des Navy Seals en janvier – une première depuis deux ans –, puis une série de frappes aériennes d'une intensité inédite en mars. Les Etats-Unis collaborent avec les Emirats arabes unis, qui sont membres de la coalition.

Après avoir libéré le port d'Aden en juillet 2015, les forces émiraties ont concentré leurs efforts contre AQPA. Elles entraînent et s'appuient sur des groupes locaux: des séparatistes sudistes liés au mouvement Hirak, des forces salafistes et tribales. Certains de ces alliés s'affrontent pour le contrôle des ressources pétrolières de la région de Moukalla. Ce port a été repris à AQPA en avril 2015, après un an d'occupation djihadiste, avec l'aide de forces spéciales américaines.

«*Les Emirats sont engagés dans un effort de long terme de reconstruction de l'Etat, ils tentent de créer une enclave stable*» dans le sud du pays, estime Stephen Seche. Mais le gouvernement a repris ses quartiers de façon prolongée à Aden seulement à la fin 2016. Et il ne tient pas la ville,

comme en témoignent de récents combats pour le contrôle de l'aéroport entre des forces gouvernementales et des alliés des Emirats.

Plus à l'est, le comportement arbitraire de ces alliés, et les frappes américaines renouvelées contre AQPA, menacent de rapprocher les tribus des djihadistes. «*Le crédit acquis par les Emirats en tant que libérateurs s'érode*», estime l'analyste Abdulghani Al-Iryani.

Des menaces sur la mer Rouge Les houthistes ont signalé par deux fois, en octobre 2016, leur capacité à étendre le conflit en mer Rouge: des missiles ont frappé deux navires militaires émirati et américain. Les Etats-Unis avaient immédiatement détruit trois stations de radar contrôlées par les rebelles sur la côte. Cela n'a pas empêché une nouvelle attaque, en janvier 2017, par une embarcation chargée d'explosifs qui a percuté un navire saoudien.

Cette zone, où passent chaque jour 4 millions de barils de brut, fait l'objet d'une surveillance étroite, notamment par la coalition et la marine américaine. La coalition dit y lutter contre des livraisons d'armes iraniennes aux houthistes – quelques saisies d'armes légères ont été documentées. Dans le même temps, Riyad s'est employé à couper l'Iran de ses relais africains, notamment le Soudan qui a rejoint la coalition.

Lors de la reprise du port de Moka, les forces émiraties s'étaient déployées depuis leur base proche d'Assab, en Érythrée, qui a fait l'objet d'importants développements depuis septembre 2015. Le Parlement du Somaliland a par ailleurs voté en février l'octroi d'une concession aux Emirats pour l'établissement d'une base dans le port de Berbera. L'Arabie saoudite négocie de son côté l'ouverture d'une base à Djibouti. ■

LOUIS IMBERT

L'arme de la faim dans un pays exsangue

Le blocus du port d'Hodeïda, en zone rebelle, augmente les risques de famine

Une famine de grande ampleur menace le Yémen, où au moins 7,3 millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence, et où 462 000 enfants souffrent déjà de malnutrition grave, selon l'ONU. Dans trois à quatre mois, prévient le Comité international de la Croix-Rouge, la situation risque d'être désespérée. Or, ces chiffres – qui concernent près d'un quart de la population – demeurent des approximations déjà datées: «*Les données sont périmées, nous sommes dans une situation de pré-famine, voire de famine*» dans certaines zones, relève Serge Breyss, directeur d'expertise de l'ONG Action contre la faim.

Cette situation est en partie le fruit d'une stratégie du gouvernement légitime et des parrains de la coalition internationale dirigée par l'Arabie saoudite, dans un conflit où combats et bombardements ont fait plus de 10 000 morts. Depuis décembre 2016, la coalition reprend des positions houthistes sur la côte de la mer Rouge et intensifie son blocus sur le port d'Hodeïda, la principale voie d'entrée vers les zones rebelles. Ce port est une ligne de vie pour un pays qui importait avant la guerre une écrasante majorité de ses denrées alimentaires.

Pas de grands conteneurs

Les organisations humanitaires estiment qu'à peine 10 % des marchandises y passent désormais, conséquence du blocus et des destructions de deux ans de guerre – situation aggravée par les difficultés financières et d'assurances qu'affrontent les transporteurs pour opérer dans le pays.

Les navires y sont accueillis sur un seul quai, sur lequel les conteneurs de grande taille ne sont pas déchargés. Le 21 mars, les Nations unies ont refusé de prendre en charge la gestion du port. La coalition en avait fait la proposition après qu'un bateau de migrants somaliens a été mitraillé en mer Rouge dans la région d'Hodeïda. Quarante-deux personnes avaient été tuées. La coalition a nié que ses navires, qui patrouillent la zone, aient été impliqués. ■

Des positions houthistes à Hodeïda sont par ailleurs régulièrement bombardées, ainsi que la route qui mène à Sanaa. L'aéroport de la capitale, contrôlé par les houthistes, est fermé aux vols civils depuis août 2016, par la coalition. Des avions de l'ONU y atterrissent encore. Les rebelles font également entrave aux organisations humanitaires, multipliant les obstacles administratifs et les taxes. Ils imposent également un siège à la ville de Taëz.

Alors que les prix de la nourriture et de l'essence augmentent, le gouvernement légitime a interrompu le versement des salaires des fonctionnaires en zones rebelles, pour l'essentiel, depuis septembre 2016. L'exécutif avait alors démantelé la banque centrale de la capitale à Aden, dont les houthistes ont été chassés en juillet 2015. Il accusait la banque, rare institution encore fonctionnelle du pays, de participer indirectement au financement des houthistes et des soldats restés fidèles à l'ex-président Ali Abdallah Saleh.

Selon un observateur, cette situation, qui s'est vite aggravée depuis décembre 2016, alimente un ressentiment de la population vis-à-vis des rebelles. «*Les houthistes n'ont plus le soutien dont ils jouissaient encore il y a quelques mois*» du fait de leur «*résistance*» aux bombardements de la coalition, assure cette source. Cependant, une large part des tribus des environs de la capitale n'ont pas pris part à la guerre depuis deux ans, et rien n'indique qu'elles pourraient désormais s'y précipiter.

Le gouvernement légitime relève des dissensions entre les houthistes et les forces loyales à M. Saleh, qui ont fondé un gouvernement rebelle commun, peu actif, et maintiennent des structures militaires distinctes. Ces divisions paraissent rester limitées. «*Les houthistes savent où est Saleh, savent comment il se déplace. Même s'il le voulait, Saleh ne pourrait pas aller à l'affrontement avec eux*», estime Mustapha Noman, ancien vice-ministre des affaires étrangères yéménite, qui maintient des liens avec les deux parties rebelles. ■

L.I.